



Le gouvernement PS-Medef, c'est maintenant !

Bulletin des cheminots édité par le NPA de l'agglomération de Rouen

janvier 2014

Avec Hollande et son « pacte de responsabilité », les patrons sont ravis. Avec la disparition des cotisations patronales d'ici 2017 pour la branche « famille » de la Sécu, ils ont enfin le feu vert pour détourner 30 milliards pris sur nos salaires. En effet, ces 30 milliards que les patrons sont chargés de verser à la branche famille de la Sécu pour payer les allocations familiales sont une part de nos salaires bruts. C'est à nous. La cotisation sociale est une part de nos salaires mise dans un pot commun et redistribuée aux chômeurs, aux familles, aux malades, aux retraités. Le projet Hollande c'est le hold-up du siècle !

Hollande câline les patrons

Et pour faire un écran de fumée devant l'énormité du hold-up, le Medef annonce la création d'un million d'emplois. Qui peut croire encore à de telles sornettes ? Ça fait plus de 30 ans que les exonérations de cotisations sociales des entreprises augmentent d'année en année pour atteindre le sommet de 27,6 milliards d'euros en 2012. Ce qui n'a pas empêché les licenciements et le chômage d'atteindre des chiffres records. La presse économique parle de 150 000 licenciements supplémentaires dans les mois qui viennent, pas de la création de 1 million d'emplois !

Si on rajoute le crédit d'impôt de 20 milliards d'euros, attribué aux entreprises, sans aucune contrepartie, et financé par l'augmentation récente de la TVA, Hollande satisfait ainsi toutes les demandes des patrons les unes après les autres.

Ce n'est plus de la déception, c'est de la rage !

Autant de cadeaux aux patrons de la part de ce gouvernement devrait inciter toutes les organisations syndicales, qui parlent au nom du

monde du travail, à organiser dès maintenant une mobilisation d'ampleur de tous les salariéEs et privéEs d'emploi de ce pays. Et en aucun cas, elles ne devraient aller discuter autour d'une table avec les patrons et les ministres car il n'y a rien à négocier. Le coup du dialogue social, on nous l'a déjà fait trop de fois. Le résultat, c'est la défaite sans combat face à la contre-réforme des retraites et les accords pourris de compétitivité, machines de guerre contre le droit du travail. Il n'y a rien à discuter. Au contraire, il faut se préparer à l'épreuve de force avec le gouvernement et le patronat.

La colère du monde du travail doit s'exprimer

La semaine dernière, à l'occasion d'un rassemblement organisé devant l'usine GoodYear d'Amiens, des centaines de travailleurs dont les entreprises sont menacées de fermeture ou touchées par des plans massifs de licenciements se sont retrouvés pour exprimer leur colère et leur attente d'une mobilisation d'ensemble du monde du travail. C'était à la fois combatif mais bien insuffisant numériquement et il n'y a pas eu d'autres initiatives d'annoncé. C'est dommage, car quand on fait la liste de toutes les entreprises concernées par les licenciements, on voit bien qu'en réalité, un tel rassemblement devrait avoir lieu à l'échelle du pays. Une manifestation de tous et toutes pour crier cette colère en exigeant l'interdiction des licenciements mais aussi des embauches massives dans les services publics et les entreprises où les conditions de travail sont de plus en plus éprouvantes - pour un partage du travail qui s'attaquerait alors réellement au chômage - ce serait une première étape pour reprendre la contre-offensive face à ce gouvernement PS-Medef. Soyons toutes et tous actifs sur nos lieux de travail pour populariser et faire aboutir ce projet !

**Prenez contact avec le NPA de Rouen : contact@npa76.org
ou écrire à Npa 40 rue des Murs St Yon – 76100 Rouen – tel : 02 35 63 32 02**

Accident de Brétigny : l'éclisse qui cache la forêt

Six mois après l'accident mortel en gare de Brétigny-sur-Orge, le bureau d'enquête sur les accidents de transport terrestre (BEA-TT) a rendu son rapport le 10 janvier 2014.

Le rapport rappelle que le «schéma de maintenance a été respecté» et écarte définitivement la possibilité que l'accident soit la conséquence de la faute individuelle d'un agent. Par contre, le rapport remet en cause les procédures de surveillance établies par la SNCF.

Mais le rapport du BEA-TT ne s'intéresse pas aux causes plus profondes des problèmes de maintenance. En dix ans, la SNCF a supprimé plus de 27000 postes, dont plus de 7000 à l'entretien des voies. Cette hémorragie a des conséquences très concrètes sur l'entretien du réseau et donc sur la sécurité des circulations. Les effectifs de certaines brigades d'entretien des voies ont été divisés par deux, les zones que chaque brigade doit surveiller se sont agrandies, passant dans certains cas de 20 à 50 kilomètres de voies. Cette réduction du nombre de postes entraîne un appel systématique à la sous-traitance auprès d'entreprises privées (ou de filiales de droit privé de la SNCF). Cette politique a des conséquences visibles et connues : ainsi, 10 % du réseau ferré national est aujourd'hui soumis à des limitations de vitesse dues à l'état de vétusté des voies...

L'accident de Brétigny est le résultat d'une politique de réduction des coûts et de suppressions de postes. La future réforme du ferroviaire qui prétend réunifier RFF et la SNCF ne fera qu'aggraver la situation actuelle. Car derrière la propagande patronale, elle vise en réalité à approfondir la séparation de la SNCF, et préconise d'ores et déjà de réduire la dette du ferroviaire par l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire encore plus de travail par encore moins de cheminots.

Il y a donc deux choix possibles : continuer sur cette voie destructrice, ou réintégrer RFF dans la SNCF et aller vers un monopole public, dans l'intérêt des

usagerEs et des cheminotEs. Les dizaines de milliers de cheminotEs qui ont fait grève le 12 décembre dernier (30 % de grévistes globalement, 50 % à l'exécution) sont déterminés à se battre dans ce sens !

Le NPA appelle à la constitution d'une liste aux élections municipales de Saint-Etienne du Rouvray

Les 23 et 30 mars 2014 se dérouleront les élections municipales. Ces échéances électorales auront valeur de premier vote sanction contre la politique menée par le gouvernement. La politique menée par Hollande et Ayrault est une attaque en règle contre les classes populaires.

Il est important de proposer une autre politique à la population qui correspond à nos réels besoins, qui réponde à l'urgence sociale, qui se donne les moyens de combattre la précarité qui s'accroît à Saint-Etienne du Rouvray comme partout. Il faut faire entendre les voix de tous ceux et celles qui sont en colère et se révoltent contre la politique du gouvernement et qui veulent combattre la droite et l'extrême droite.

Nous voulons porter, encourager les mobilisations sociales qui redonnent l'espoir et la confiance, qui contribuent à changer le rapport de force. Et nous voulons bâtir une liste d'une gauche de combat et non de renoncement, avec un programme anticapitaliste. Parce que nous ne pouvons pas nous opposer à la politique du PS au niveau national et nous allier avec lui au niveau local, ni au premier, ni au second tour. **Nous vous proposons de rejoindre notre liste et de venir discuter avec nous de son programme lors d'une réunion publique**

le mardi 4 février 2014

**à partir de 18h30 au Centre
Jean Prévost à St Etienne
(Métro Ernest Renan)**